

Urgence : un changement de politique pour notre université s'impose !

Aujourd'hui, lundi 19 septembre 2022, la première rentrée de notre université sur le nouveau Campus de Nation aurait dû avoir lieu. C'est seulement le cas pour quelques formations. Cette situation résulte du défaut d'anticipation et de vision d'une équipe présidentielle sourde aux alertes du CHSCT, de l'intersyndicale, des directeurs de composantes et de l'ensemble de la communauté universitaire. Elle s'inscrit dans une politique que nous dénonçons depuis 2020.

Des conditions de travail dégradées et des décisions imposées dans le cadre d'une politique non concertée :

Depuis maintenant trois ans, notre université subit des méthodes managériales inadaptées et néfastes venant dégrader les conditions de travail des personnels. Elle est également la cible de réorganisations ne reposant sur aucune étude préalable. Cette impréparation amène la présidence à défaire ce qu'elle vient de mettre en place laissant les personnels dans le plus grand désarroi et les confrontant à une perte de sens de leur travail. La politique de la présidence a pour conséquence de nombreux cas de souffrance et un turn-over important très préjudiciables au bon fonctionnement de notre établissement. Les choix stratégiques douteux de la présidence plongent notre université dans des abîmes inconnus jusqu'ici.

Des réorganisations à l'aveugle, des personnels en souffrance et des décisions sans prise en compte de la pédagogie :

L'organisation de la première rentrée universitaire sur le campus Nation n'échappe pas à cette règle. Dans un contexte où les personnels sont victimes d'un épuisement général (constat des Inspecteurs Généraux), la présidence n'a pas cru bon tenir compte des alertes répétées des instances et de l'intersyndicale concernant la manque de locaux sur site. Ce n'est que très tardivement qu'elle a pris la décision de louer des salles de cours en dehors du campus. Cette action tardive n'a pas permis de mettre à disposition suffisamment de salles pour assurer tous les cours à proximité du campus de Nation. Non seulement le coût de l'opération est très important mais il a aussi fallu refaire tous les plannings dans l'urgence. Et cela s'est accompagné du passage à distance des cours du Bureau des Enseignements Transversaux (BET) qui représentent plus de 20% des cours. Le tout, au mépris des étudiant·es:(enseigner des langues à distance asynchrone, sans interaction avec l'enseignant·es n'a pas de sens pédagogique) et des personnels.

Un campus trop petit qui connaît de nombreux dysfonctionnements :

Sur le campus Nation, les difficultés techniques s'accumulent : fuites d'eau récurrentes, amphithéâtres non réceptionnés, stores défaillants, dalle fissurée, installations au fonctionnement erratique, accessibilité des locaux non prise en compte, installations informatiques non finalisées, locaux peu isolés des températures extérieures, etc. Sans parler du fait qu'aucune cafétéria n'est ouverte et que la direction n'a pas encore fait installer de machine à café alors que le campus est ouvert depuis janvier.

Une présidence qui n'est pas à la hauteur :

L'équipe présidentielle a échoué à offrir aux personnels des conditions de travail leur permettant de réaliser pleinement leurs missions de service public. Elle s'apprête à proposer des conditions d'études inacceptables aux étudiant·es sans considération pédagogique, dans des locaux exigus, non encore fonctionnels voire dangereux.

Nos revendications

- Des conditions de travail dignes pour les personnels, BIATSS et enseignant·es.
- Des salles pour tous les cours, pour que les personnels enseignants puissent remplir à nouveau leur mission auprès des étudiant·es et qu'étudier à la Sorbonne Nouvelle redevienne un projet.
- Le retour des cours du BET en présentiel ou, à tout le moins, la possibilité pour les équipes qui animent ce pôle complexe de nos enseignements, d'en discuter et d'envisager les meilleures solutions : les travailleurs sont les experts de l'organisation de leur travail, il faut cesser de les exclure de la décision.
- Un plan de recrutement ambitieux : des réembauches sur les postes laissés vacants par des collègues sommé·es de partir (contractuel·les ou jugé·es indésirables par la direction) ou harassé·es et démotivé·es.
- Le retour à la décision collective, collégiale, discutée dans des instances démocratiques reconnues et respectées.
- Des augmentations des rémunérations.

Toutes et tous à l'AG, mardi 20 septembre 2022 à 12h30 sur le site de Nation à l'appel de l'intersyndicale des personnels de la Sorbonne Nouvelle